C3

30 Marchés financiers
31 Bourse de Paris

Après 2 600 % de hausse en 1989, les prix ont baissé de 0,2 % en avril

Coup d'arrêt à l'hyper-inflation yougoslave

La seizième réunion du comité mixte économique franco-yougoslave, qui s'est tenue jeudi 10 mai à Paris, a conclu à la nécessité de « réactiver » la coopération entre les deux pays, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et du tourisme. Les échanges bilatéraux ont augmenté de 20 % en 1989 pour atteindre 20 milliards de francs et connaissent un nouvel essor depuis le début de 1990. En effet, la Yougoslavie encourage les importations dans le cadre de la politique déflationniste du gouvernement Markovic. Ce plan a d'ores et déjà permis des résultats spectaculaires : en avril, les prix ont baissé de 0,2 % alors que l'inflation avait été de 2 600 % en 1989.

BELGRADE

de notre correspondant

Le programme de réformes économiques présenté par le premier ministre yougoslave M. Ante Markovic le 18 décembre 1989, a d'ores et déjà donné des résultats spectaculaires. L'inflation galopante qui avait atteint 2,600 % pour l'année 1989 semble dorénavant résorbée. Alors qu'au mois de décembre elle s'élevait à 64 %, l'inflation était tombée à 17,3 % pour le mois de janvier. En février et en mars, elle continuait à perdre de la vitesse (8,4 % et 2,6 %). En avril, l'indice révèle une baisse des prix de 0,2 % ! Le gouvernement fédéral affirme que l'inflation annuelle, pour 1990, sera entre 13 % et 20 %.

Si le programme anti-inflationniste du gouvernement fédéral a atteint son but, il n'en reste pas moins d'autres sérieuses difficultés à surmonter. L'économie yougoslave souffre actuellement d'une pénurie d'argent. La réforme du système bancaire n'a pas encore donné de résultats. La politique monétaire restrictive menée par le gouvernement Markovic oblige les banques à s'en tenir aux principes économiques de base – rentabilité, solvabilité, liquidités. Pendant des années, sous la pression des pouvoirs politiques, les banques pratiquaient des investissements irrationnels et finançaient des entreprises constamment déficitaires, mettant en circulation autant d'argent qu'il était nécessaire. Le gouvernement qui n'avait alors qu'un tiers du contrôle de l'émission primaire la contrôle maintenant complètement par le biais de la Banque nationale yougoslave. Les banques, qui sont actuellement en manque de liquidités, font pression sur les entreprises débitrices et refusent d'octroyer des crédits pour payer les salaires.

Alors que la Yougoslavie a eu pendant longtemps une quasi-absence de faillites, on enregistrait sur l'ensemble du pays cent vingt-deux cas en janvier et cent quarante en février. Dorénavant les entreprises qui sont pendant soixante-quinze jours consécutifs en état de cessation de paiement sont mises en faillite. Certaines essaient de tirer sur la corde jusqu'au bout et ne rémunèrent pas leurs employés depuis plusieurs mois.

Des faillites par centaines

L'assainissement de l'économie yougoslave et la restructuration des entreprises inquiètent. Pour devenir plus efficaces, les grandes sociétés se déferont de leurs excédents de main-d'oeuvre. Ceux qui resteront devront être plus productifs. Jusqu'à présent, il était rare que quelqu'un perde son travail . Maintenant, des centaines de milliers d'emplois sont remis en question. Un récent rapport de l'OCDE prévoit que le nombre des chômeurs doublera d'ici peu et s'élèvera à 2,5 millions. En Slovénie notamment le nombre de chômeurs a déjà doublé ces derniers mois. Les autorités slovènes, conscientes des risques de troubles sociaux, ont décidé de créer un fonds d'aide aux entreprises en difficulté avec les ressources destinées jusqu'à présent au financement de l'Armée nationale yougoslave. Pour sa part le gouvernement fédéral assure que le chômage sera en partie résorbé grâce à l'expansion d'un secteur encore à l'état embryonnaire en Yougoslavie, celui des petites et moyennes entreprises. Deux millions de dollars sont prévus pour le financement de ce projet.

Les mesures déflationnistes du gouvernement Markovic visent bien évidemment à comprimer la demande . Pour ce, les salaires sont gelés depuis le 1er janvier 1990 et les importations sont provisoirement favorisées grâce à une diminution des taxes. Le déferlement de produits de base importés nettement moins chers que les produits yougoslaves et le besoin urgent de liquidités, ont provoqué une vague de baisse des prix qui prend de l'ampleur chaque jour. Le gouvernement espère que ce phénomène permettra de revaloriser le pouvoir d'achat des Yougoslaves qui est en baisse constante depuis 1979.

Les mesures « draconiennes » du gouvernement fédéral sont accompagnées de résultats encourageants. Le dinar qui a été fixé par rapport au deutschemark (un deutschemark = 7 dinars) est stable et sera bientôt convertible sur le marché international. Les investissements étrangers sont en hausse, (environ 3,5 milliards de francs ont été placés en Yougoslavie depuis le début de l'année). La balance des paiements enregistre un excédent de 1,5 milliard de dollars et les exportations augmentent. Le programme de réformes économiques yougoslave a, d'ores et déjà et en une centaine de jours, gagné la confiance de l'étranger et notamment du FMI. – *(Intérim)*